

BILLET DE BLOG 28 mars 2017

« Le monde n'est pas un immense bidonville » : pistes d'action pour accompagner une urbanisation autonome

Auteur

Laure Criqui

Chercheure senior, Villes et Développement

🕒 Temps de lecture: 6 min



Le spectre du « pire des mondes possibles » ou de la « bidonvillisation de la planète » porté par M. Davis^[1] véhicule une représentation apocalyptique du devenir des villes en développement. Ce raccourci est cependant dangereux car il occulte une réalité diverse de formes urbaines non planifiées : taudis précaires et insalubres, lotissements clandestins péri-urbains, quartiers populaires auto-construits et viabilisés. C'est ce processus d'urbanisation – par l'occupation des terrains, la construction des logements, l'accès progressif à l'électricité, l'eau et l'assainissement, la régularisation ex post – qui a permis l'émergence des villes en Europe, et concerne aujourd'hui plus d'un tiers des urbains dans le monde. Si ces espaces urbains

apparaissent de manière autonome et incrémentale, ce ne sont pas pour autant d'immenses bidonvilles paralysés ou chaotiques.

On conçoit traditionnellement que les villes ne peuvent fonctionner sans planification, or depuis 50 ans, celle-ci n'a pas réussi à orienter l'urbanisation des pays du Sud, où près d'un milliard d'habitants vivent dans des quartiers non-planifiés (selon les chiffres d'UN-Habitat). En outre, les habitants, les fournisseurs de services et les ONG fabriquent aussi les villes au quotidien, avec d'autres ressources, outils et savoir-faire que les plans des urbanistes. Au vu de la pression démographique et des capacités contraintes des pouvoirs publics, ignorer ou réprimer ces dynamiques non planifiées s'avère non seulement vain, mais aussi contre-productif. À l'inverse, les accompagner facilite la réhabilitation urbaine, permet de minimiser progressivement et de prévenir insalubrité et insécurité, et entraîne coordination des ressources et des acteurs. Dans trois champs majeurs de l'action urbaine, il existe des solutions et approches innovantes. Elles montrent le potentiel de l'urbanisation autonome, et le rôle levier que peuvent jouer les pouvoirs publics pour le réaliser à grande échelle.

- La production sociale de l'habitat, ou autoproduction, a fait ses preuves depuis 50 ans, et peut être encouragée par des programmes de réserve foncière, de simplification des standards de construction, de sécurisation des occupations collectives indépendante de la distribution de titres de propriété foncière individuels.
- La fourniture de services essentiels par les opérateurs repose sur des innovations techniques et commerciales adaptées aux usagers. Leur généralisation peut être facilitée par un ajustement des normes techniques et par la préservation des trames viaires pour l'installation des équipements, *ex ante* ou *ex post*.
- L'administration municipale peut bénéficier de manière croissante des outils du numérique pour connaître les quartiers non planifiés, rendre plus efficaces les procédures de gestion, renouveler les relations entre populations et autorités, et par là mieux informer les décisions.

Pour contribuer au développement urbain durable dans son ensemble, ces outils nécessitent un cadre politique porteur. **Le principe de réalité impose d'accepter que l'urbanisation autonome existe durablement, et oblige à repenser de manière pragmatique les outils de l'action urbaine.** Bien plus que par les plans d'urbanisme, les villes se fabriquent avec d'autres outils techniques et institutionnels. La recherche en a déjà mis certains au jour, qui peuvent constituer des alternatives viables aux plans d'urbanisme : politiques et financement d'aide à l'autoconstruction, délivrance de documents provisoires ou intermédiaires de propriété indépendants des statuts fonciers, consolidation des trames viaires et des quartiers par et autour des réseaux électriques ou sanitaires, élaboration de cartes open source et systèmes d'adressage permettant de mieux connaître les dynamiques urbaines... Ces solutions moins coûteuses, plus modulables et accessibles pour les autorités locales existent mais sont souvent ignorées ou méprisées par les pouvoirs publics. Leur promotion et appropriation par les experts de l'urbain, politiques et techniciens, suppose de changer leurs visions et pratiques professionnelles. Au niveau local, cela suppose l'abandon de l'idéal classique d'une ville moderne car contrôlée et planifiée au profit d'une acceptation de l'urbanisation populaire et la reconnaissance d'autres modes de faire la ville, d'un effort concentré sur la voirie et les espaces publics pour améliorer le lien social, la qualité de l'environnement urbain et l'accès aux services, d'un partage du pouvoir et des responsabilités avec des acteurs tiers. Au-delà de la question des investissements nécessaires, il s'agit de se doter d'une vision de l'extension incrémentale de l'urbanisation à long terme et des moyens humains et institutionnels pour la mettre en œuvre. Au niveau global, à la suite de l'adoption des Objectifs du développement durable et du Nouvel Agenda urbain, la promotion de nouveaux cadres conceptuels et opérationnels est incontournable pour atteindre ces engagements. On manque cependant encore de pistes concrètes pour cela. Imaginer de nouvelles manières de faire la ville suppose d'abord de sortir du *business as usual* ; autrement dit, de mettre de côté la planification conventionnelle. Par ailleurs, l'ampleur et le potentiel de l'urbanisation autonome à contribuer au développement urbain durable restent largement sous-estimés. Enfin, renouveler l'expertise des professionnels de l'urbain et leur offrir des visions et outils alternatifs constitue la pierre

angulaire de tout développement durable. C'est là que la communauté des bailleurs internationaux peut jouer un rôle clé en faisant évoluer la vision classique et les stratégies de développement urbain vers à la fois plus d'ambition et de réalisme. La recherche peut les doter de nouvelles idées pour aborder les enjeux urbains, en mettant au jour la réalité et l'efficacité d'approches alternatives. Entre le catastrophisme de « *Planet of Slums* » et la romanticisation du « *slum is beautiful* » [2], [repenser les quartiers précaires](#) relève du pragmatisme plus que d'une position de principe. La recherche contemporaine met de plus en plus l'accent sur les possibilités de réduction durable de l'insalubrité et l'insécurité urbaines. Aider les acteurs à anticiper et imaginer l'urbanisation autrement suppose désormais de traduire ces conclusions en recommandations opérationnelles. Là, l'empirisme, mieux que les théories planificatrices, permet de révéler des alternatives de terrain et les conditions de leur réussite, tout autant que les points de blocages à surmonter et sur lesquels concentrer l'action publique. La capitalisation de projets pilotes peut encourager l'expérimentation de projets intégrés de réhabilitation ou d'expansion urbaine viabilisée pour une urbanisation incrémentale. Enfin, ces solutions méritent d'être articulées dans un cadre intellectuel et stratégique qui offre une alternative crédible à la planification classique. Ce travail de consolidation et de plaidoyer est un nouveau défi pour la recherche, afin que les politiques et techniciens de la ville s'en saisissent. [1] Davis, M. (2006). *Planet of slums*. New York: Verso. [Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global. Paris : La Découverte] [2] Gilbert, A. (2009). Extreme thinking about slums and slum dwellers: a critique. *SAIS Review*, 29(1), 35–48

GOUVERNANCE**VILLES**